

SERVICES SECRETS

Les services de renseignement colombiens



Totalement méconnus des experts européens, les services secrets colombiens se sont considérablement développés pour faire face aux guérillas et au trafic de drogues. Financés et soutenus par les États-Unis, ils sont devenus des instruments du Plan Colombie plus qu'ils ne répondent à des objectifs nationaux. Hypertrophiés, ils étendent leurs activités dans les États voisins. Cependant, leurs succès sont ternis par des bavures multiples, trahissant un manque de coordination qui tourne à la guerre des polices.

page 2

La Chine, centre des nouvelles alliances

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Tous s'y préparent, le choc entre les États-Unis et la Chine devrait être le point central des relations internationales des prochaines années. Ce qui fait débat en revanche, c'est le jeu des alliances qui se formera dans ce cadre. L'analyste économique Jephraim P Gundzik observe comment, pour contrer les ambitions hégémoniques de Washington, la Chine se rapproche de la Russie et de l'Iran.

page 14

REPÈRE : 21 JUIN 1964

L'Histoire rattrape Edgar Ray Killen

Le 21 juin 1964, James Chaney, Andrew Goodman et Michael Schwerner circulent à bord de leur véhicule non loin de Philadelphia, Mississippi, lorsque soudain leur véhicule est stoppé par le Ku Klux Klan. Ils seront passés à tabac puis sauvagement assassinés, leurs corps ne seront retrouvés que 44 jours plus tard. James Chaney (noir) et ses deux collègues Andrew Goodman et Michael Schwerner, militants des droits civiques, étaient en campagne (Freedom summer) pour favoriser l'inscription des noirs sur les listes électorales dans une Amérique dont les États du Sud menaient une politique ségrégationniste.

Un premier procès eut lieu en 1967, et seul quelques accusés ont écopés de peines de prison, allant de 3 à 10 ans. Un des accusés Edgar Ray Killen échappa probablement à la condamnation de par sa condition de pasteur, à la faveur d'un jury à l'impartialité douteuse. 40 ans plus tard l'histoire le rattrape, un nouveau procès s'est ouvert à Philadelphia le 13 juin. Si Edgar Ray Killen venait à être condamné, il risque la peine de mort. ■



LES ÉTATS-UNIS INTERDISSENT AU PAKISTAN DE CHOISIR SES PARTENAIRES ÉCONOMIQUES

Les États-Unis ont menacé le Pakistan de sévères sanctions économiques si le projet de pipeline irano-pakistano-indien, envisagé dès 1994, voyait le jour.

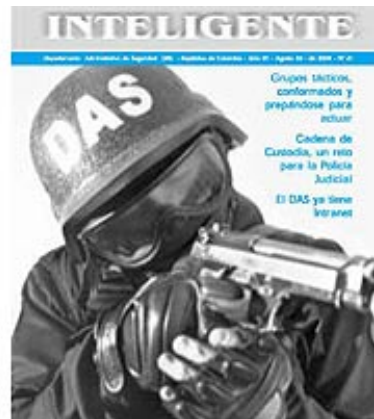
Ce projet devrait permettre d'approvisionner l'Inde en gaz iranien et de sceller le rapprochement entre Delhi et Islamabad, soixante ans après la partition de l'Empire des Indes.

Cependant, Washington n'a cure des intérêts autochtones et ne se préoccupe que de ses propres objectifs stratégiques : exploiter les hydrocarbures de la Caspienne, isoler l'Iran et la Russie. En conséquences, la secrétaire d'État, Condoleezza Rice (ex-administratrice de Chevron-Exxon), a rappelé à l'ordre son homologue pakistanais, Mahmood Kasuri (à gauche de Condoleezza Rice sur la photo). Elle lui a rappelé que la Maison-Blanche considère comme prioritaire le projet UNOCAL de pipeline via l'Afghanistan. En 2001, Les États-Unis et le Royaume-Uni avaient prétexté des attentats du 11 septembre pour envahir l'Afghanistan et y placer un cadre d'UNOCAL, Hamid Karzaï, dont le premier acte officiel avait été de signer un traité pour la construction du pipeline. ■

Services secrets

Les services de renseignement colombiens

Totalement méconnus des experts européens, les services secrets colombiens se sont considérablement développés pour faire face aux guérillas et au trafic de drogues. Financés et soutenus par les États-Unis, ils sont devenus des instruments du Plan Colombie plus qu'ils ne répondent à des objectifs nationaux. Hypertrophiés, ils étendent leurs activités dans les États voisins. Cependant, leurs succès sont ternis par des bavures multiples, trahissant un manque de coordination qui tourne à la guerre des polices.



Intelligent, une publication du DAS

L'actuelle communauté colombienne du renseignement s'est constituée en une cinquantaine d'années. En octobre 1953, le gouvernement militaire de Gustavo Rojas Pinilla fonde le Département administratif du service de renseignement colombien (Departamento administrativo del servicio de inteligencia colombiano), entité spécialisée dans « les affaires de sécurité intérieure et extérieures de la nation ». À partir de 1960, pendant la gestion Alberto LLeras Camargo et avec l'appui de la CIA, naît le Département Administratif de Sécurité (Departamento Administrativo de Seguridad - DAS). En 1989, l'Académie Supérieure du renseignement et de la Sécurité Publique (Academia Superior de Inteligencia y Seguridad Pública) est installée à Aquimindia. puis, le

chef de l'Etat Virgilio Barcos, restructurer le DAS, en recherchant sa « modernisation et technicisation ». Ce processus a continué en 1991 pendant le mandat de César Gaviria, quand la structure et les fonctions de l'organisme central de renseignement ont été fixées. Mais les changements ne se sont pas arrêtés : durant le mandat présidentiel d'Andres Pastrana (1998-2002), l'organisation du DAS a été modifiée - sa devise est : « *Loyauté, valeur et honnêteté* » -, pour lui donner davantage de flexibilité et d'efficacité.

Nous nous attacherons à décrire dans le présent article la situation et les perspectives de la Communauté colombienne de l'enseignement sous l'administration d'Álvaro Uribe.

Mission et structures du DAS

En tant qu'organisme central des services secrets civils, le DAS - avec un budget de quelque 100 millions de dollars annuels et plus de 5 000 agents - produit de l'intelligence stratégique et opérationnelle, mène des enquêtes criminelles, des missions de surveillance des frontières et de protection de personnalités, « pour garantir la sécurité intérieure et extérieure de l'État, préserver l'intégrité du régime constitutionnel et la défense des intérêts nationaux ». En un sens, il apporte un soutien au président de la République dans la formulation des politiques et facilite la prise de décisions, en proposant au Mandataire, au Conseil National de la Sécurité, aux ministres, aux gouverneurs et aux maires, les mesures qui permettent de préserver l'ordre public, voire de le restaurer lorsque celui-ci a été altéré.

Le DAS, est dirigé par Jorge Noguera, un avocat de 41 ans nommé par le président Uribe. Il a mené carrière dans le secteur financier et public et, six années durant, a pris part aux activités de la Première Division de l'Armée et dispensé des cours de renseignement militaire, tout en conservant le rang d'officier de réserve de l'armée.

Sous sa conduite, le DAS s'est structuré de la manière suivante : une Sous-direction (en charge de l'Académie Supérieure du Renseignement, avec les services informatique et de contrôle interne) ; un Secrétariat général (Sous-direction administrative, financière et de ressources humaines) ; une Direction générale du renseignement (Sous-direction d'analyse, opérations, ressources humaines et contre-intelligence) ; une Direction générale des opérations (Sous-direction des recherches spéciales, Interpol, affaires migratoires et antikidnappings), et quelque 32 directions spécialisées.

Prépondérance de l'opérationnel

La formation se déroule dans deux établissements de l'Académie du DAS, Aquimindia à Bogota, et Aguazul à Casanare. 200 élèves préalablement sélectionnés y sont placés huit mois en internat. Il convient d'indiquer, que le livre de base des services secrets colombiens est le *Manuel de renseignement de combat (Manual de inteligencia de combate - MIC)*, écrit durant les années 60 à l'École de renseignement militaire « Charry Solano », et qu'il a été mis à jour avec une forte influence de la doctrine états-unienne et israélienne.



Le MIC a formé presque 15 000 membres des 11 agences de renseignement qui opèrent dans le pays, sans avoir pu éviter en son sein la présence de « brebis galeuses » : Deux « parrains » du trafic de drogues, Orlando Henao et Víctor Patiño, en étaient issus. Ils ont travaillé pendant des décennies pour le F-2, un service secret civil.

Contrairement à d'autres services secrets du continent et étant donné l'intensité du conflit interne colombien, le DAS a fonctionné comme une entité essentiellement opérationnelle (il utilise même un système de récompenses pour l'information). Dans cette perspective, il compterait depuis 2005 12 groupes tactiques formés par 28 policiers chacun, recrutés dans la police et l'armée, dont la qualification, l'armement moderne, les dispositifs de renseignement et les infrastructures auraient un coût de 5 millions de dollar. Pour fin le 2005, il est envisagé de créer huit groupes tactiques de plus, pour un coût additionnel de 2,5 millions de dollars.

L'objectif étant que ces commandos d'élite du DAS soient en capacité de réagir immédiatement en zone urbaine ou rurale pour chercher, capturer ou éliminer (s'ils opposent une résistance violente), des chefs de la guérilla, des trafiquants de drogues et des paramilitaires. Ils font partie d'une stratégie globale destinée à faire face aux menaces contre la nation, les institutions démocratiques et les citoyens : le terrorisme, le trafic de drogues, les financements illicites, la contrebande d'armes, de munitions et d'explosifs, le kidnapping et l'extorsion, l'homicide, la corruption et la délinquance commune.

Le Comité joint du renseignement (JIC)

En essayant d'aller au delà des limites auxquelles est confronté le système de renseignement national et dans sa « politique de défense et de sécurité démocratique », le gouvernement d'Uribe a mis en place une nouvelle instance - le Comité joint du renseignement (Junta de Inteligencia Conjunta - JIC) qui rassemble les agences de sécurité de la nation et coordonne le renseignement stratégique national, pour que le président de la République et le ministre de la Défense puissent accéder à des analyses poussées et utiles à la prise de décisions en harmonisant la distribution des tâches, en promouvant la spécialisation, l'échange horizontal d'informations et la divulgation conjointe des succès opérationnels de manière à élever les niveaux d'interopérabilité. C'est dans cette optique qu'on a été créées les Comités régionaux du renseignement (Juntas de Inteligencia Regionales) (rattachées à la JIC), dans chaque département colombien.

La JIC, présidée par le ministre ou le vice-ministre de la Défense, se réunit une fois par semaine. Le chef du département du renseignement de l'état-major interarmes, les directeurs du renseignement militaire (Armée de terre et de

l'air), la Police nationale et le DAS ; ainsi que le directeur de l'unité d'information et d'analyse financière du ministère des Finances et du Trésor Public.

À ce propos, en janvier 2005 la revue colombienne *Semana*, a rendu public un rapport confidentiel sur les finances des FARC, effectué par la JIC dans le cadre d'un travail inter-services. Selon ce document, ce groupe terroriste est principalement financé par le kidnapping et le vol de bétail, et accessoirement par le trafic de drogues, alors que ce dernier était considéré jusque-là par les forces de sécurité comme la source principale de ses revenus. Conformément à cette enquête, 70 % du trafic de drogues en Colombie est entre les mains des mafias traditionnelles, la guérilla commercialise les 30 % restants.

Dans le sillage des faucons

La Colombie se distingue de la majorité des pays de la région en ce qu'elle n'a pas eu à souffrir dans son histoire de gouvernements militaires ou d'interruptions de la démocratie. Elle n'a donc pas connu de périodes de transition. Ce contexte a été mis à profit par le gouvernement pour éviter la mise en place d'une commission parlementaire ad hoc qui aie accès aux informations secrètes et qui soit chargée de vérifier que les services accomplissent avec soin les missions et les objectifs fixés par l'État sans violer la loi ou les droits des citoyens. En bref, qu'ils soient soumis à une plus grande visibilité démocratique et qu'ils agissent dans le respect de l'État de Droit.

Pour s'opposer à une plus grande « transparence » et à une sujétion « au contrôle civil des services de renseignement », des tenants de la ligne dure dans l'appareil d'État soulignent la nature complexe du conflit intérieur. Ils font valoir que les « narco-terroristes » non seulement posséderaient des ressources énormes, mais en outre auraient des « alliés idéologiques » au Parlement et dans la magistrature ; mais aussi que l'État colombien serait encore vulnérable à l'infiltration des trafiquants de drogues et de la guérilla.

Dans cette ligne de pensée, les faucons assurent que des succès significatifs ont été obtenus, comme la capture de leaders des FARC, « Simón Trinidad » (à Quito) et Rodrigo Granda, alias « Ricardo González » (à Caracas), « grâce au travail cloisonné des services secrets ». Par conséquent, ils rejettent un plus grand contrôle et préconisent plutôt de renforcer les liens de coopération avec les organismes policiers et militaires des pays des voisins, pour renforcer la lutte antiterroriste.

Le talon d'Achille de la politique de sécurité

En mai 2003, Nelson Vargas Rueda, connu sous le pseudonyme « el Marrano » (un guérillero qui a assassiné en 1999 trois missionnaires états-unien), a été extradé. Il s'est toujours défendu en disant qu'il n'était pas « el Marrano ». En juillet 2004, la justice des États-Unis lui a donné raison et l'a renvoyé en Colombie. Il avait passé deux ans enfermé dans une prison de haute sécurité sans se lasser de répéter qu'il était innocent, et finalement le Président Álvaro Uribe a dû reconnaître l'erreur honteusement.

Comment peut-on expliquer que quelqu'un dont on ne connaît pas avec certitude l'identité, aie déjà été condamné et extradé ? Il n'y a aucun doute, le renseignement a failli. On n'a pas su transformer les indices révélés par des témoins en une certitude que l'homme capturé était un guérillero recherché par la justice. Le cas de Vargas n'est pas un cas isolé. Les arrestations de citoyens sur la base du témoignage d'un informateur sont légion et ôtent toute crédibilité aux services de renseignement et à la justice elle-même.

Intelligence artificielle ?

En marge de la rhétorique optimiste du DAS, la compétition entre les différents services, résultante de la pression du gouvernement d'Uribe pour obtenir des résultats immédiats, et le manque de coordination, affectent le fonctionnement des services de renseignement. « Le souci de porter des coups et de créer un climat favorable dans l'opinion, pousse à effectuer des captures spectaculaires avec des vérifications à minima », affirme Fernando Brito, ex-directeur du DAS.

Sur cet aspect, la Fondation pour la Paix (Fundación Ideas para la Paz), conclut « qu'en Colombie il y a toujours eu deux guerres : celle de l'armée et celle de la police. Et cela n'a que peu changé, de par la communication déficiente entre les deux institutions ».

Avec des organismes de sécurité en compétition et parfois publiquement, il n'y a pas suffisamment de temps pour échanger une information qui souvent est simultanément entre les mains de l'armée, de la police et du DAS.

L'inconvénient n'est pas seulement dans la qualité de l'information, mais dans le traitement et l'analyse qui en est faite.

Cela a de nombreuses et fâcheuses conséquences dans un système de renseignement comme le colombien qui dépend beaucoup des informateurs, parfois plus que des enquêtes ou des preuves obtenues par des moyens technologiques. Bien évidemment, les sources humaines sont un outil précieux, elles sont aussi très risquée. Surtout, quand beaucoup de ces informateurs sont des délinquants, qu'ils ont des intérêts pas toujours identifiés et qu'ils vendent l'information sans aucun scrupule. Par conséquent, les informations qu'ils livrent doivent être recoupées avec plusieurs sources et être soumises à des évaluations rigoureuses. Ce n'est pas toujours le cas.

Selon les autorités, au moins 10 % des opérations basées sur des témoignages d'informateurs s'avèrent être des échecs retentissants. L'État colombien paye un prix très élevé pour ces manquements dans le renseignement et dans la recherche criminelle : les efforts inutiles de centaines d'agents de la force publique et des magistrats, qui travaillent sur des objectifs voués par la suite à l'échec, et les millions dépensés en opérations qui finissent avec des centaines d'innocents en prison, lesquels après avoir été libérés deviennent des « objectifs militaires » pour les groupes armés illégaux qui les accusent de collaborer avec les forces de sécurité, tandis que les véritables criminels sont libres.

Le labyrinthe des services secrets

Sans doute, une caractéristique persistante dans la communauté colombienne

du renseignement, c'est la répétition des fonctions des diverses agences, le confus mélange de tâches au sein du DAS (où cohabitent les activités de renseignement et la police judiciaire), le tout avec une grande difficulté à obtenir une complémentarité satisfaisante entre l'intelligence militaire, policière et le DAS.

C'est dans ce contexte, qu'en février 2005, de nombreuses voix se sont faites entendre pour que le président Uribe écarte le directeur du DAS, après que les journaux de la capitale *El Tiempo* et *Cambio*, eussent révélé un nouveau scandale : le chef de la division informatique du DAS, Rafaël García Torres, a été arrêté après que des enquêteurs du DAS eussent confirmé que ce fonctionnaire et deux de ses subalternes, ont effacé du système les ordres de capture, aux fins d'extradition, de quatre Colombiens (narcotrafiquants et paramilitaires). García Torres est un vieil ami de Jorge Noguera, chef du DAS, avec qui il a étudié et travaillé, c'est pourquoi Noguera l'avait fait entrer au DAS comme homme de confiance.

L'opinion publique venait d'apprendre avec étonnement un autre épisode de friction entre les principaux chefs de la sécurité nationale colombienne : après l'annonce alarmante du directeur du DAS révélant que « les FARC forment des jeunes entre 12 et 17 ans pour qu'ils perpètrent des attentats suicides », le chef de l'Armée avait réfuté la version de Noguera, et ajoutait que : « De telles déclarations irrespectueuses viennent de ressentiments de quelques commandants militaires à qui j'avais notifié qu'il manquaient de volonté à l'heure de passer à l'offensive ».

Mais les griefs contre le DAS, ne s'arrêtent pas là. Le journal le *Nuevo Herald* de Miami, a rapporté en avril 2005, que « le président Álvaro Uribe, et son plus proche conseiller Fabio Echeverri et des fonctionnaires de la compagnie pétrolière d'État Ecopetrol, ont été poursuivis par une cour fédérale en Floride, pour de supposés actes de corruption, abus de pouvoir, intimidation et menaces », pour avoir favorisé l'obtention d'un contrat pétrolier à la compagnie états-unienne Drummond Company, au désavantage de l'entreprise Llanos Oil Exploration.

L'accusation soutient que le président Uribe, utilise le DAS pour « fabriquer » un affaire de blanchiment d'actifs contre le directeur de la compagnie affectée, le citoyen d'origine néerlandaise Hendrik von Bilderbeek (aux arrêts à Bogota), et obtenir des bénéfices économiques dans l'accord avec Drummond. Face à cette imputation grave, des porte-parole de l'exécutif colombien ont assuré que le chef de l'État, Álvaro Uribe, n'est pas intervenu dans les contrats pétroliers et n'a aucune responsabilité dans les faits dénoncés.

Sur un tout autre aspect, un cas évident de « guerre des polices » s'est produit après la capture du leader des FARC « Simón Trinidad » à Quito, en janvier 2004. La police colombienne, avec l'appui de la CIA, suivait les déplacements du guérillero depuis des mois jusqu'à ce qu'ils l'aient « cueilli ». Parallèlement, l'armée avait fait son propre travail de renseignement. Le ministère de la Défense colombien avait désigné un responsable unique des opérations qui par ailleurs furent un succès. Cependant, à l'heure de la reconnaissance, tant la police que l'armée ont bataillé pour souligner que leurs institutions respectives

avaient été décisives dans la capture.

Cela a commencé par des versions divergentes, puis dérivé vers des fuites distillées aux chaînes de télévision, notamment les vidéos de la traque de « Simón Trinidad » à Quito. Ce comportement a placé l'impopulaire (et maintenant destitué président) Lucio Gutiérrez, dans une délicate situation vis-à-vis de l'opinion publique équatorienne, majoritairement opposée à l'ingérence de son voisin colombien. Par ailleurs, la présence sur le territoire équatorien d'agents secrets colombiens a été démontrée, et les méthodes employées par les services de renseignement pour pister les leaders de la guérilla ont de fait été dévoilées.

Le côté obscur des services de renseignement

Par la suite, des événements bien pires se sont produits, quand en août 2004 les congressistes Wilson Borja et Alexander López, avec des organisations syndicales et de défense des Droits de l'homme, ont dénoncé au parquet un complot visant à attenter contre leurs vies, ainsi que celle du dirigeant syndical de Cali, Luis Hernández et du défenseur des Droits de l'homme Berenice Celeyta. Ces menaces ont motivé l'intervention du « Centre des Droits Humains du mémorial Robert F. Kennedy » des États-Unis qui, en liaison avec une vingtaine d'organismes similaires dans 20 pays, a sollicité du gouvernement colombien une enquête approfondie.

Dans cette affaire, le ministère public a perquisitionné le bureau et le logement (à Cali et Medellín), du lieutenant colonel de l'armée en activité, Julian Villate, trouvant des documents secrets sur une présumée « Opération dragón », menée par ce qui apparaît comme un « réseau parallèle de renseignement » et à laquelle prendraient part les entreprises Consultoría Integral Latinoamericana et son associée Serasys, le tout en relation avec plusieurs corps de sécurité d'État : la Troisième Brigade de l'Armée, la Police Métropolitaine de Cali, le Service de renseignement de la Police et le DAS.

Ce supposé réseau, aurait récolté des informations sur les positions politiques, les activités, et surtout, la vulnérabilité dans les déplacements de chefs politiques d'opposition (y compris le maire de Bogota Luis Garzon), de dirigeants syndicaux, sociaux et de défenseurs des Droits de l'homme. Les investigations relatives à cette affaire n'ont pas abouti à ce jour.

Pour sa part, le Rapport annuel 2004 sur la Colombie, de Reporters Sans Frontière (RSF) a donné l'alerte à propos d'un « statut antiterroriste », approuvé en décembre 2003 (mais censuré depuis par la Cour constitutionnelle), qui menaçait des droits fondamentaux des citoyens et remettait en cause le secret des sources journalistiques, confirmant ainsi une attitude intolérante et intrusive de l'exécutif colombien. RSF rappelle également, que le président Álvaro Uribe a prononcé des déclarations contre les organisations non gouvernementales, en les accusant de complicité avec le terrorisme, après que 80 d'entre elles l'eussent qualifié d'« autoritaire » et reproché sa permissivité avec des groupes paramilitaires.

Dans le même sens, le Rapport 2005 de Human Rights Watch et le Rapport

2004 d'Amnesty International (AI) s'accordent pour établir que le conflit intérieur en Colombie continue à être accompagné d'abus généralisés contre les droits humains et le Droit International Humanitaire. « Tous les acteurs du conflit - les guérillas, groupes paramilitaires et les forces armées - commettent des violations graves, tels que des massacres, meurtres et kidnappings ». Finalement, AI s'inquiète que le gouvernement d'Uribe n'ait pas encore pris de mesures sérieuses pour casser les liens entre les forces armées et les groupes paramilitaires, pérennisant ainsi l'impunité.

L'autre versant

Mais tout n'est pas négatif, il y a aussi un côté positif. Quand les services de renseignement agissent avec un informateur adéquat, de la réserve, de la patience et de la précision et avec un niveau de coordination correct sur « l'objectif », ils emportent des succès. Ce fut le cas, par exemple, lors de l'arrestation sans effusion de sang de « Sonia », la financière la plus importante des FARC, extradée en mars 2005 vers les États-Unis.

Sur ce sujet, un rapport parlementaire de 2004 souligne que, pendant le mandat d'Álvaro Uribe, quelque 23 000 subversifs ont été neutralisés (capturés ou tués). Durant les deux dernières années, le DAS a capturé 13 personnes présumées leaders des FARC et 2 281 membres de groupes armés illégaux. Il a en outre démantelé 210 organisations liées au trafic de drogues. Au palmarès de ses captures les plus importantes, le DAS revendique celle de Wilmar Marin Cano, alias « Hugo », chef du Front 22 des FARC et désigné comme le principal preneur d'otages de ce groupe violent.

Selon ce bilan officiel, les résultats opérationnels des forces de sécurité et l'intelligence contre les groupes criminels, ont permis de diminuer de 20 % le nombre d'homicides, de 49 % les kidnappings avec extorsion, de 30 % les actes terroristes, de 75 % les attaques contre des populations et de 46 % les déplacements forcés. Pendant ce temps, quelque 2 282 guérilleros ont déserté et souscrit des programmes de réinsertion permettant, pour la première fois, une présence des forces de l'ordre dans toutes les communes du pays.

Toutefois, les victoires décisives contre la guérilla sont encore illusoire pour l'État colombien, selon l'universitaire français Daniel Pecaut. Selon lui, « Les FARC sont encore très loin d'être mises en échec et peuvent encore s'adapter aux triomphes opérationnels des Forces armées ». C'est-à-dire, de se réorganiser après avoir reçu des coups importants, comme par exemple la capture - à Quito et Caracas - de deux de ses leaders ou d'opérer un repli stratégique face à l'offensive militaire.

À ce propos, la prestigieuse Fondation Sécurité et Démocratie (Fundación Seguridad y Democracia), assure que « malgré l'attitude offensive de la Force Publique et de l'augmentation de sa capacité opérationnelle, elle n'a pas pu contenir significativement l'intensification des attaques de la guérilla ». En vérité, jusqu'à la fin de l'année dernière, la subversion s'était maintenue relativement repliée dans le cadre d'une offensive généralisée des militaires, mais en 2005 la guérilla a augmenté le nombre d'embuscades, les attaques contre des bases militaires et les assauts contre des villages.

Tentatives pour remédier à la situation

En pleine recrudescence des actions violentes des FARC, dans le contexte de la crise survenue en avril 2005, et après que le président Uribe eusse mis à la retraite quatre officiers supérieurs qui s'opposaient à la réforme, le gouvernement colombien a entamé - conformément au *Manuel interarmes JP-3* des Forces Armées des États-Unis. -, une mutation vers un schéma de commandement et de contrôle interarmes, tendant à améliorer l'efficacité et qualité des opérations réalisées par les Forces Armées, y compris les missions de renseignement.

Pour l'administration Uribe, cette innovation, a fait ses preuves dans d'autres pays, y compris en Colombie à travers la Force d'action Conjointe Oméga et le Commando Conjoint des Caraïbes, ce qui explique pourquoi elle doit aller de l'avant, malgré les résistances « d'un groupe réduit de généraux de l'armée qui se voient menacés dans leur pouvoir bureaucratique ».

Opérations extraterritoriales de renseignement

En analysant le système de renseignement, il convient de souligner que la Colombie manque d'un cadre légal approprié et moderne qui en dessine les limites, les objectifs et les contrôles. C'est pourquoi beaucoup d'opérations secrètes ou l'infiltration de groupes en marge de la loi, provoquent des conflits, des doutes et des ambiguïtés légales. À plus forte raison s'ils se produisent à l'étranger, comme ce fut le cas en Équateur et au Venezuela, au lieu de privilégier des mécanismes de coopération intergouvernementale.

Ces événements préfigurent l'avenir : à savoir que dans le cadre d'une stratégie internationale de lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues, avec l'exécution de plans de « sécurité préventive » mis en place par les États-Unis, la Colombie devra établir des accords avec les pays voisins pour que ses agents de renseignement y aient une présence permanente afin d'y surveiller les activités terroristes ou des narcotrafiquants colombien. Cela constituerait un préalable afin que les services secrets colombiens puissent effectuer, outre des missions de renseignement, des opérations spéciales conjointes avec des organismes de sécurité d'autres pays, afin de capturer et d'extrader lesdits criminels.

À ce propos, le DAS a dressé une liste de 65 personnes qui, selon ses critères, agissent comme porte-parole des FARC et de l'ELN à Cuba, au Nicaragua, au Mexique, au Panama, en Équateur, au Venezuela, au Brésil, en Argentine, en Uruguay, au Chili, en Espagne, en Suisse, en Italie, en Allemagne, en France et en Belgique.

Par ailleurs, le directeur du DAS a rapporté en septembre 2004, que les FARC se sont infiltrées - avec des « idéologues » et des porte-paroles - au Chili et en Argentine, par le biais d'organisations syndicales « en cherchant à renforcer un climat de mécontentement social favorable à une expansion régionale de l'organisation ». Par ailleurs, le DAS travaille aussi sur les connexions des FARC pour le transfert et l'échange de drogues contre des armes, au Paraguay, Honduras, Nicaragua, Panama et Costa Rica.

L'Histoire se répète

En avril 2005 à La Fría, État de Táchira (Vénézuéla), Jorge Enrique Díaz, ex directeur du DAS pour le Nord de Santander (Colombie) et José Celis sergent en activité de l'armée colombienne, ont été retrouvés torturés et assassinés. Selon une enquête de la revue *Cambio*, ils avaient pour mission de capturer Ramiro Vargas, leader de l'ELN, qui semble t'il négociait des propriétés dans la zone .

Cela confirmerait que les opérations extra-territoriales du renseignement colombien continuent, malgré la confrontation diplomatique récente avec le Venezuela, à la suite de l'affaire Rodrigo Granda.

Les États-Unis et les services colombiens de renseignement

Pour être clair, après le 11 septembre, le gouvernement des États-Unis a augmenté substantiellement la participation de sa Communauté d'intelligence en Colombie, tout comme l'assistance financière et logistique. Ainsi aujourd'hui, quelque 800 « conseillers militaires » ou « Joint Planning Assistance Teams » (vétérans des Forces Spéciales, pilotes, stratèges, ingénieurs, spécialistes en intelligence et médecine de guerre, entre autres) agissent en territoire colombien.

En parallèle, de manière officielle ou secrète, les institutions suivantes interviennent : département de Défense, Commandement Sud, CIA, NSA, DIA, NRO, FBI, Secret Service, DEA, département de Sécurité de la patrie, Douanes, services de renseignement de l'Army et de l'Air Force.

Certains de ces organismes coordonnent leurs actions avec l'USAID et un Bureau pour les Migrations, par le biais d'organisations non gouvernementales, de programmes d'aide sociale et de construction d'infrastructures.

C'est dans ce schéma, que fonctionne la base Ernesto Esguerra de Tres Esquinas, Département de Caquetá (Sud). C'est là qu'est basée la « Centrale de renseignement joint », avec une structure « de Commandement, de contrôle, de communications, d'ordinateurs et d'intelligence - C4I », dans le cadre du programme Peace Panorama System. Elle dispose d'une technologie de pointe pour détecter des mouvements de troupes, intercepter et transmettre des communications en « temps réel », ainsi que surveiller une immense zone de rivières et forêts dans la région géostratégique amazonienne du Sud colombien, où sont concentrées l'essentiel des cultures de coca et de pavot du pays, aussi bien que l'activité de guérilla.

À Tres Esquinas ont été transféré une grande partie des équipements qu'avait le Commandement Sud à Panama. Ce centre est considéré comme le plus important d'Amérique latine pour la lutte antiterroriste et contre le trafic de drogues. Cette base s'étend sur quelque 1 500 hectares, à un peu plus de 3 000 mètres d'altitude, à la confluence des rivières Caquetá et Orteguaaza. Elle comprend une piste de 2 500 mètres pour l'atterrissage et le décollage d'avions assignés à des missions de renseignement et de reconnaissance : AWACS-E3, Orión p-3, RC-7 (« avion fantôme »), et aéronefs Galaxy c-5, pour le transport

massif de troupes.

Le complexe comprend également de zones pour l'entraînement et l'hébergement des personnels, des radars sophistiqués reliés à des systèmes satellites livrés par le gouvernement des États-Unis et manipulés par des conseillers états-uniens et des militaires colombiens. Ils font partie d'un ensemble de radars « sur horizon relocalisable » (ROTHR), de radars de surveillance terrestres (GMR) et de radars de surveillance aérienne (AEW), mis en place grâce au budget du Plan Colombie (maintenant Plan Patriote), pour contrôler le pays, avec une projection vers l'Atlantique et le Pacifique, depuis Putumayo, île de San Andres, la Guajira, Vichada, San José du Guaviare, Leticia, entre autres.

De la même manière différents États de l'Union Européenne fournissent à la Colombie, une aide en matière d'intelligence ; par exemple, le satellite de reconnaissance Hélios, financé conjointement par l'Espagne, l'Italie, la France et la Belgique, offre au système de renseignement colombien une technologie d'infrarouges pour prendre des photographies nocturnes, tandis que le gouvernement britannique accorde une assistance en matière d'intelligence militaire, policière et au DAS.

Intelligence sous contrat

L'utilisation courante en Colombie de sous-traitants (quelque 600) en lieu et place de personnel militaire, signifie que peu d'États-uniens sont conscients du niveau d'implication de leur pays en territoire colombien, et de l'escalade que cela implique. À tel point que la Colombie est le troisième bénéficiaire de l'aide militaire états-unienne après Israël et l'Égypte.

« L'opinion publique états-unienne est très sensible au nombre de morts », a affirmé le général colombien Néstor Ramirez, ex-attaché militaire à Washington. « Imaginez que 20 militaires états-uniens meurent ici. Ce serait la fin du Plan Colombie. Par contre depuis 1998, bien plus de 20 sous traitants privés sont morts ou disparus en Colombie et cette information est à peine connue », ajoute t'il.

En somme, les principales compagnies états-uniennes engagées par le département d'État pour « conseiller et soutenir » des travaux de renseignement en Colombie sont : DynCorp, Aerospace Technologies, TRW (système radar pour le traitement du renseignement antidrogue et de contre-insurrection), Matcom (coordonne des missions aériennes de renseignement antidrogue), Cambridge Communications (radars et équipements à Leticia et à la base de Tres Esquinas), Northrop Grumman, Californie Microwave Systems.

À cette liste s'ajoutent : Alion, LLC (consultants pour améliorer la capacité colombienne de recueil et de traitement d'informations), Rendon Group (conseiller au ministère de la Défense colombien en opérations psychologiques), Science Applications International Corp. (analyse d'images satellites, sécurité de l'Ambassade et du personnel US) et Man Tech.

Vision globale

Contraint par les multiples facettes du conflit armé dans son pays, le système d'intelligence colombien privilégie l'aspect opérationnel avant l'aspect stratégique. Il souffre encore d'une incapacité à atteindre un niveau d'interopérabilité adéquat entre le DAS et les services de renseignement militaires et policiers, avec une vérification des données provenant du réseau national d'informateurs déficiente. Cela se traduit par une guerre des services pour obtenir des résultats devant un gouvernement qui exige des succès immédiats.

Cependant, les services secrets ont pris ces dernières années une avance quantitative face aux groupes criminels, en améliorant la perception de la sécurité intérieure, grâce aux énormes moyens du Plan Colombie. Cependant les droits humains et les libertés citoyennes en pâtissent. Par ailleurs, les « activités extra-territoriales clandestines » contre des leaders de la guérilla, dans le cadre d'une stratégie « de sécurité antiterroriste préventive » soutenue par les États-Unis, pourraient produire des situations conflictuelles d'une plus grande ampleur avec d'autres États de la région, si le respect de la souveraineté et du Droit international venait à nouveau à être bafoué.

Jorge Serrano Torres

Agence IPI

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

La Chine, centre des nouvelles alliances

Analyse

Tous s'y préparent, le choc entre les États-Unis et la Chine devrait être le point central des relations internationales des prochaines années.

Dans la *National Review*, l'éditorialiste néo-conservateur et expert du cabinet de relations publiques Benador Associates, Victor Davis Hanson, estime que la Chine représentera demain un défi à la puissance états-unienne aussi important que le fut l'URSS durant la Guerre froide. Dans ces conditions, il préconise d'utiliser contre Pékin la même stratégie que celle mise en place par Henry Kissinger quand il luttait contre l'URSS. À l'époque, la Chine était l'alliée, cette fois-ci elle sera la Chine, tandis que l'Inde sera l'alliée. Toutefois, si une telle option pouvait être envisagée lorsque les nationalistes du BJP étaient au pouvoir à New Delhi, elle paraît difficile à réaliser depuis que le gouvernement est issu du parti du Congrès. L'auteur décrit également une Corée du Nord satellite de la Chine et utilisée par cette dernière pour combattre Washington et Tokyo sans avoir à s'investir. Pour le chercheur à l'Institut d'études orientales de l'Académie des sciences de Russie, Konstantin Asmolov, sur le site *Kreml. Org*, c'est au contraire l'administration Bush qui instrumentalise la crise coréenne pour affaiblir Pékin et justifier un déploiement militaire qui, en réalité, vise la Chine. Les deux pays se préparent à une confrontation et s'arment en conséquence.

Toutefois, tous n'ont pas renoncé à éviter la confrontation des deux géants. L'ancien conseiller de sécurité national Henry Kissinger tente, dans le *Washington Post*, de dissuader son pays de provoquer la Chine. Si Washington se montre habile et conciliant, les États-Unis peuvent conserver leur mainmise en Asie malgré le développement chinois. Il estime qu'une coopération entre les deux pays peut être un scénario gagnant-gagnant, mais que les attitudes des

deux pays peuvent faire dégénérer très vite la situation.

Sur le site *Inosmi.ru*, le Premier ministre singapourien, Goh Chok Tong, plaide pour un renforcement de l'intégration asiatique et pour l'ouverture d'un grand marché asiatique en 2020. Selon lui, le commerce est un facteur de paix. Il espère donc voir les États-Unis s'y associer. En effet, pour qu'il y ait une pacification via les échanges commerciaux, il ne faut pas que les États-Unis provoquent la Chine.

En cas de confrontation entre les États-Unis et la Chine, quelles alliances se formeraient ? Les néo-conservateurs font le pari d'une re-formation d'un bloc occidental contre la Chine, mais rien ne vient démontrer que l'alliance de la Guerre froide serait encore d'actualité dans ce nouveau contexte. Le rapprochement de Paris et de Berlin avec Pékin tendrait même à prouver le contraire. Quoi qu'il en soit, le ministre néerlandais des Affaires étrangères, Bernard Bot, appelle à un rapprochement de la Chine avec l'Union européenne. Sa tribune, diffusée par *Project Syndicate* a fait le tour d'Asie pour être publiée par le *Jordan Times*, *The Independent* du Bangladesh, et le *Daily Times* du Pakistan ; demain peut-être dans d'autres journaux. **Il y a quelques mois**, l'auteur avait admis que l'élargissement rapide de l'Union européenne était la conséquence de la crise énergétique à venir. Il est nécessaire pour l'Europe d'atteindre une taille critique pour pouvoir concurrencer les géants asiatiques sur le marché des ressources énergétiques. Aujourd'hui, il plaide en faveur d'un partenariat sino-européen sur cette question pour faire face aux problèmes environnementaux et de développement que la situation va susciter.

De son côté, la Chine développe ses alliances, associant pactes énergétiques et soutiens militaires. Dans l'*Asia Times*, l'analyste économique Jephraim P Gundzik observe comment, pour contrer les ambitions hégémoniques de Washington, elle construit une alliance avec la Russie et l'Iran. Bien que rarement notée dans la presse, même si elle n'est pas une nouveauté pour nos lecteurs, cette alliance à trois est aujourd'hui bien constituée. Elle pourrait être demain un contrepois à la puissance US. Elle est illustrée par Mu Shuling, le directeur du groupe Sinopec (consortium chinois d'énergie), dans *Vremya novostyey*. Il s'y réjouit des perspectives économiques du commerce énergétique sino-russe et espère que la construction prochaine du pipeline reliant le pétrole de Sibérie à la Chine sera effective. Pourtant, Moscou hésite encore à choisir entre deux investissements lourds : soit un pipe-line vers la Chine, soit un vers le Japon et l'Asie du Sud-Est.

Réseau Voltaire

Victor Davis Hanson



Historien militaire, Victor Davis Hanson est membre de la Hoover Institution. Il est expert du cabinet Benador Associates.

« Le transfert global de pouvoir »

Source : National Review (États-Unis)

Référence : « The Global Shift », par Victor Davis Hanson, *National Review*, 10 juin 2005.

Les passages de relais entre puissances dominantes ont été fréquents dans l'Histoire. Aujourd'hui, la globalisation et la technologie peuvent accroître la vitesse de ces transformations qui autrefois prenait des siècles.

On nous dit que le tiers de l'humanité vit en Chine et en Inde et on craint une bombe démographique. Il y aurait trop peu de ressources pour trop de monde. En réalité, la question n'est pas le nombre de personnes mais leurs actes. Dans une économie marxiste, une forte population mène à la famine tandis que dans une économie de marché, une forte population est une chance car elle forme un grand marché intérieur.

Aujourd'hui, l'Europe est un pouvoir déclinant qui reste prospère en sacrifiant ses dépenses de défense et en respectant l'État de droit. Elle peut se ressaisir ou bien au contraire stagner et devenir une simple destination pour les touristes américains et asiatique. On ne sait pas encore très bien ce qui adviendra des États-Unis mais il semble que nous jouissons de la vitalité asiatique tout en respectant l'État de droit et les libertés comme l'Europe. La question pour l'avenir est de savoir comment la Chine et l'Inde vont évoluer.

Il s'agit de pays très différents. L'Inde est une puissance nucléaire respectueuse du droit et parlant anglais. Il faut former une alliance avec elle et lui obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. La Chine pour sa part devient une puissance à la soviétique. Aujourd'hui, elle utilise la Corée du Nord contre les États-Unis et le Japon. La Chine se comporte de façon bien pire que les États-Unis mais ses violations des Droits de l'homme ne font pas les gros titres à cause d'un mélange de tiers-mondisme, d'antiaméricanisme et de peur des Chinois.

Quand la Chine sera menaçante, il est probable que l'Europe sans défense se tournera à nouveau vers les États-Unis et leur trouvera bien plus de qualité qu'aujourd'hui.

Konstantin Asmolov



Docteur en Histoire, Konstantin Asmolov est membre du centre d'études coréennes de l'Institut d'études orientales de l'académie des sciences de Russie.

« La plus grande peur des États-Unis se concrétise : la Chine est prête à les défier »

Source : Kreml.Org (Fédération de Russie)

Référence : « : », par Konstantin Asmolov, *kreml.org*, 9 juin 2005.

La Chine a depuis longtemps endossé le statut de grande puissance et elle est prête à défier les États-Unis, même sur le plan global. C'est lié au fait que depuis la chute du communisme, le confucianisme est le seul modèle de développement étatique susceptible d'être une alternative aux valeurs occidentales. De nombreux changements de stratégies militaires récents en Extrême orient ne se font pas seulement contre la Corée, comme on aime à le dire à Washington, mais aussi contre la Chine.

La plupart des guerres faites par les Américains ces derniers temps, l'étaient contre des adversaires plus faibles militairement et dont le régime était fragile et démoralisé. Ils ont ensuite fait faire le travail par d'autres, comme l'alliance du Nord en Afghanistan. Dans le cas de la Corée, c'est plus compliqué, ils ne trouveront pas d'alliés sur place.

La Chine mène toute une série de programmes militaires. Les États-Unis eux restructurent leurs forces, particulièrement leur flotte. Ils veulent adapter leur système de défense anti-missiles. Actuellement, l'arme nucléaire est telle que vous n'avez pas le temps d'esquiver si l'on vous tire dessus, vous pouvez seulement tirer en réponse. Cela donne au final deux cadavres ou un cadavre et un blessé grave et cette possibilité ne convient pas à Washington. Les Chinois préparent des missiles capables de contourner le bouclier et sont donc capables de maintenir le statu quo et le rôle politico-stratégique de l'arme nucléaire. Actuellement, l'idée de « guerre nucléaire globale » a une signification plus grande pour les gens. Les théories de l'hiver nucléaire global et des anti-globalistes ont leur effet et l'arme atomique n'est plus seulement un moyen de mener des guerres mais un puissant instrument de pression. L'aspect économique est aussi à prendre en compte même si le développement des techniques militaires chinoises est aussi avancé que le nôtre.

La Corée du Nord demeure bien sûr, du point de vue américain, l'un des premiers pays sur la liste des apôtres du terrorisme mais le système n'est pas assez faible pour s'écrouler. Il y a de plus la Corée du Sud et le Japon qui tiennent les US. Il y a aussi le soutien russe et chinois. Imaginez que les Américains stationnent aux frontières nord de notre pays, qu'ils nous bloquent l'accès à la mer, ce serait un coup aussi dur que leur présence en Asie centrale. Désormais ils peuvent atteindre Sverdlovsk et la partie européenne du pays car notre système n'avait pas prévu que les États-Unis puissent utiliser Bichkek comme base militaire.

Henry Kissinger



Henry Kissinger (Le 2 de pique du régime Bush) est ancien secrétaire d'État et conseiller de sécurité national états-unien. Il est président démissionnaire de la Commission d'enquête indépendante sur le 11 septembre. Il est président de Kissinger Associates

« Chine : l'endiguement ne marchera pas »

Source : Washington Post (États-Unis)

Référence : « China : Containment Won't Work » par Henry A. Kissinger, *Washington Post*, 13 juin 2005.

La relation entre les États-Unis et la Chine est fondée sur l'ambiguïté. D'un côté, l'entretien de bonnes relations avec Pékin est la politique étrangère qui jouit du plus long consensus bipartisan. Washington reste attaché à la politique de la Chine unique et **George W. Bush** et **Colin Powell** puis **Condoleezza Rice** s'efforcent de conserver les meilleures relations possibles avec Pékin. Toutefois, on assiste à un durcissement des positions vis-à-vis de la Chine dans une partie de la presse et du Congrès. Pour beaucoup, le développement chinois est la principale menace pour la sécurité des États-Unis.

On assiste à un changement de centre de gravité du monde qui se déplace de l'Atlantique au pacifique. L'émergence de la Chine est comparé bien souvent à l'émergence de l'Allemagne impériale du tournant du XIXième et du XXième siècle mais ce n'est pas la bonne analyse. La différence entre ce modèle et ce que la Chine est en train de connaître est tout ce qui oppose Clausewitz de Sun Tzu : la domination impériale militaire contre l'ascendant psychologique sur l'adversaire. Contrairement à ce qui se passait en Europe au début du XXième siècle, plus personne ne croit qu'il peut vaincre son adversaire en 6 mois sans grosses pertes. Dans un monde globalisé et avec des armes nucléaires, personne ne croit encore qu'une guerre peut avoir un vainqueur.

On ne peut pas non plus comparer la Chine à l'URSS. L'URSS était de tradition russe et avait conservé de l'héritage des tsars une volonté de dominer l'Europe. La Chine a une histoire de 2000 ans et ne veut pas dominer ses voisins ; la politique d'endiguement utilisée contre l'URSS lors de la Guerre froide est donc inadaptée. Il ne faut pas se focaliser sur la défense chinoise non plus. Certes, les dépenses augmentent mais le budget militaire ne représente que 20 % de celui des États-Unis. Certes la situation de Taïwan pourrait dégénérer mais il faut nous efforcer de garder cette question dans le champ des négociations.

Le meilleur moyen d'éviter l'hégémonie chinoise en Asie est de collaborer avec la Chine. Se montrer hostile pousserait Pékin à tenter d'arracher l'Asie à l'influence états-unienne. En outre, la Chine souhaite coopérer avec les États-Unis pour développer son économie. Nous n'avons rien à gagner à une guerre froide avec la Chine et nous serions soutenu par très peu de pays. Aujourd'hui, les attitudes des pays sont primordiales. Si la Chine donne l'impression de vouloir chasser les États-Unis d'Asie ou que les États-Unis ont une attitude impériale, tout peut dégénérer.

Goh Chok Tong



Goh Chok Tong est Premier ministre singapourien. Il a joué un rôle clé au sein de l'ASEAN, en créant l'*Asean Free Trade Area*.

« Les nouvelles frontières de l'Asie »

Source : Inosmi.ru (Fédération de Russie)

Référence : « », par Goh Chok Tong, *Inosmi.ru*, 10 juin 2005.

Un des paradoxes de notre temps, c'est qu'avec la globalisation dans le monde se renforce aussi le régionalisme. L'Europe est déjà sortie de ses frontières traditionnelles. L'Amérique est aussi en voie d'unification avec ses accords de libre-échange. La globalisation et le régionalisme sont les deux revers d'une même médaille créée par les mêmes forces du marché. Après la chute du communisme, il n'y a plus d'alternative vivable à ce marché. La tendance est au grand régionalisme. Il est moins prononcé en Asie orientale et sa forme définitive dépend des décisions politiques et des choix stratégiques pris actuellement. C'est décisif car pour moi les questions macro-stratégiques au XXI^{ème} siècle dépendent des relations entre l'Amérique, l'Europe et l'Asie orientale. Si notre région ne s'unit pas, elle sera perdante face à l'Europe et à l'Amérique. L'ASEAN (Association of South-east Asian Nations) a convenu de créer un marché commun pour 2020 et sa part dans l'économie asiatique est passée de 20% en 1980 à 41% l'année dernière. Notre régionalisme sera moins institutionnalisé et moins bureaucratique qu'en Europe et il sera multipolaire. Les relations historiques entre la Chine, l'Inde et le Japon ont toujours été compliquées. Pékin, Delhi et Tokyo comprennent l'intérêt d'une coopération mais les forces du marché qui unifient la région vont rendre la matrice de leurs intérêts plus compliquée en ajoutant de nouvelles variables de concurrence et d'association. La Chine et le Japon n'ont jamais été grandes puissances simultanément dans l'histoire de l'Asie orientale. Une guerre courte mais sanglante a opposé la Chine et l'Inde dans les années 60. Actuellement les échanges commerciaux entre ces deux pays sont florissants mais la concurrence pour l'accès aux sources d'énergie va augmenter, compliquant la situation du Pakistan. Les relations indo-japonaises sont moins problématiques mais elles sont basées sur une insécurité culturelle. La rivalité et la concurrence entre grandes puissances sont une réalité de la vie, la persistance d'intérêts nationaux entravant l'intégration européenne le prouve. La rivalité n'amène cependant pas forcément au conflit.

On ne pensait pas il y a 38 ans en créant l'ASEAN, que la question importante du sommet qui va se tenir en Malaisie en décembre serait celle des frontières de l'Asie orientale. Se limite-t-elle à ses frontières traditionnelles où doit-on inclure l'Inde, l'Australie et la Nouvelle Zélande ? Ces pays en tous cas participeront à la rencontre. Ce sommet doit inclure le plus grand nombre possible de participants et aborder de nombreux sujets.

Les Américains doivent participer au processus de résolution des problèmes de sécurité dans la région. Ils ont déjà mené plus d'une guerre dans la région pour la liberté et l'ouverture, c'est la stabilité qu'ils ont apportée qui a permis la croissance. Il y a aux États-Unis des voix qui s'élèvent pour donner à la Chine le rôle d'adversaire stratégique dans une nouvelle Guerre froide. Ces gens proposent de régler le problème chinois pendant que le pays est encore faible.

C'est dangereux, cela ne ferait que renforcer le nationalisme et ferait des Chinois nos ennemis. Je pense que les présidents américain et chinois comprennent que de bonnes relations entre leurs deux pays sont fondamentales. **George W. Bush** a fait comprendre qu'il ne soutiendra pas l'indépendance de Taiwan et les deux pays sont d'accords sur le fait que la présence d'armes nucléaires en Corée n'est pas dans leur intérêt. En plus de ce sommet, nous devons créer des instituts qui permettront de réfléchir sur de nombreux problèmes concrets. Les États-Unis ne doivent pas nécessairement faire partie de chaque institut mais ils doivent être indissociables de l'architecture générale.

Bernard Bot



Bernard Bot est ministre néerlandais des Affaires étrangères.

« L'union et le dragon »

Source : Jordan Times (Jordanie)

, Daily Times (Pakistan)

, The Independent (Bangladesh)

Référence : « The union and the dragon », par Bernard Bot, *Jordan Times*, 2 juin 2005.

« The Union and the Dragon », *The Independent*, 3 juin 2005.

« The Union and the dragon », *Daily Times*, 11 juin 2005.

Ce mois-ci, la Chine et l'Union européenne célèbrent 30 années de relations officielles. Cette relation a évolué avec le temps et il est temps de s'interroger sur son avenir. La Chine connaît actuellement une croissance économique exceptionnelle mais cela engendre des turbulences internes. Elle doit gérer cette nouvelle richesse et maintenir sa croissance tout en réduisant la pauvreté et les inégalités et en respectant l'environnement. Elle n'y parviendra pas seule. Le développement durable constitue un défi pour la Chine et l'Europe. La question déterminante pour l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants est : les écosystèmes naturels du monde survivront-ils aux pressions qui leur sont imposées par la civilisation moderne ? Un récent rapport de l'ONU a signalé que nous avons déjà pénétré dans la zone de danger. La rapide croissance chinoise a un grand impact sur la consommation énergétique mondiale. La Chine se transforme rapidement en l'un des plus grands importateurs mondiaux de pétrole et de gaz. Le rapport World Energy Outlook 2004 de l'Agence internationale de l'Energie prévoit qu'entre maintenant et 2030, la demande énergétique mondiale augmentera d'environ 60 %, la Chine et l'Inde représentant quasiment les deux tiers de cet accroissement. Il faudra des investissements massifs pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux. En outre, cela accroîtra de façon significative l'émission de CO2. Sans coopération, l'accroissement de la consommation énergétique chinoise développera le réchauffement climatique.

La Chine doit vendre les politiques qu'elle mène à un public mondial. La majorité des Européens estiment que la Chine souhaite façonner, et non défier, un ordre mondial équilibré, des Nations Unies fortes et un système multilatéral efficace. Mais dans un village mondial, les perceptions erronées peuvent surgir bien trop facilement et causer des dégâts considérables. La communauté

internationale compte sur Pékin pour contribuer au règlement de la crise nord-coréenne. La Chine peut également jouer un rôle constructif dans d'autres régions du monde. Ayant conclu un accord énergétique de dix ans avec l'Iran, la Chine se trouve dans une position idéale pour soutenir les efforts de l'Union européenne en matière de prévention de la prolifération nucléaire. L'Europe et le monde observent également la gestion chinoise des problèmes nationaux en matière de Droits de l'homme. La Chine doit impérativement traiter la question de la liberté de croyance.

Il est temps de remplacer l'ancien accord de coopération entre l'Union et la Chine, qui date de 1985. Notre relation a évolué, passant d'une relation majoritairement économique à une relation qui inclut la lutte contre le terrorisme, le piratage et le crime organisé, ainsi que de nombreuses autres problèmes. Les normes politiques de l'UE sont élevées, mais les fruits de la coopération sont doux. Si nous nous attaquons à nos problèmes communs conjointement, la Chine et l'Europe contribueront largement à faire du XXIème siècle un siècle d'espoir.

Jephraim P. Gundzik

Jephraim P. Gundzik est président de la firme de consulting Condor Advisers, Inc.

« Les liens entre la Chine, la Russie et l'Iran »

Source : Asia Times Online (Chine)

Référence : « The ties that bind China, Russia and Iran », par Jephraim P Gundzik, *Asia Times*, 4 juin 2005.

La politique militaire unilatéraliste de **George W. Bush** construit de nouvelles alliances géostratégiques. La plus significative est la formation d'un triangle entre la Chine, l'Iran et la Russie.

Le rapprochement entre Moscou et Pékin est l'un des événements les plus importants de ces derniers 18 mois mais il n'a quasiment pas été noté. Cette nouvelle proximité a cependant été si loin que la Chine et la Russie ont réalisé un exercice militaire commun en 2005. Les ventes d'armes entre les eux pays sont florissantes et se développent en parallèle des échanges non-militaires, essentiellement énergétiques. L'annulation de la construction du pipeline liant les réserves pétrolières de Sibérie à la Chine a pu apparaître comme un coup d'arrêt mais en réalité, le pipeline russe va désormais jusqu'au port de Nakhodha à la demande du Japon qui a payé le pipeline en échange. Ce port est à 40 miles des frontières chinoises et le prolonger ne coûterait rien. Si c'est le cas, Tokyo aura payé l'ouvrage pour les deux pays. En outre, la Chine massivement investit dans les entreprises pétrolières russes et a contribué à la re-nationalisation de Yukos.

La Chine investit également massivement dans le gaz iranien. Pékin contrevient ainsi aux restrictions de commerce imposé à Téhéran par les États-Unis. La Russie et la Chine aide également l'Iran à développer son programme militaire. La Russie est en outre grandement impliqué dans le programme nucléaire iranien. Les États-Unis sont persuadés que ce programme vise à construire des armes nucléaires.

L'Iran et la Chine soutiennent aujourd'hui la politique tchéchène de **Vladimir Poutine** ; la Russie et l'Iran la politique taiwanaise de Pékin et la Russie et la Chine la politique nucléaire de l'Iran. Cette alliance se construit contre les États-Unis et sa politique de « démocratisation ». Elle vise à créer un contrepoids aux ambitions globales états-uniennes.

Mu Shuling



Mu Shuling est directeur du groupe Sinopec (China Petrochemical Corp), la deuxième plus grande compagnie pétrolière du pays. Fondée en 1983, la société SINOPEC a connu un grand essor après avoir appliqué la politique de réforme et d'ouverture sur l'extérieur.

« La SINOPEC attend le "tuyau de l'Est" »

Source : Vremya Novostyey (Fédération de Russie)

Référence : « Sinopec ●●● "●●●●●●●●●●" », par Mu Shuling, *Vremya novostyey*, 10 juin 2005.

Nous avons l'intention de commencer un partenariat avec Gazprom et Rosneft, nous avons par contre signé un mémorandum d'entente mutuelle sur l'exploitation en commun de quatre gisements de pétrole situés en Russie et en Chine. Ces six dernières années, nous avons reçu des livraisons de Yukos et depuis deux ans de Lukoil. Les difficultés d'acheminement ont beaucoup affecté cette source d'approvisionnement et nous espérons que les gouvernements russes et chinois pourront résoudre rapidement la question de la construction de l'oléoduc entre la Russie et la Chine.

Nous n'avons pas encore eu l'intention chez Sinopec d'acheter des participations de Rosneft mais je sais que d'autres compagnies chinoises sont en train de le faire. Je sais que certaines sont aussi intéressées par l'achat de la compagnie pétrochimique d'Angarskaia que Yukos va bientôt devoir vendre. Pour savoir lesquelles, il faut s'adresser au comité d'État aux réformes et au développement de la République Populaire de Chine. Sinopec a un partenariat avec Shell à Sakhaline qui est lié au gaz. Nous sommes prêts à élargir ce partenariat pour le projet « Sakhaline 2 » pour l'exploitation du gaz, nous envisageons un milliard de mètres cubes par an pour cette opération. Nous sommes prêts à investir dans les infrastructures et à participer à la construction.